

IRLANDE

Après la grave crise bancaire qu'elle a traversée, l'Irlande a réalisé des progrès notables sur la voie de la correction des déséquilibres budgétaires et macroéconomiques, avec l'aide du programme UE-FMI. Suite à des tests de résistance exhaustifs, les banques ont été recapitalisées au moyen d'apports de fonds de l'État et du secteur privé. La contraction sensible des marchés à l'exportation, associée à l'indispensable resserrement budgétaire, devrait se traduire par une croissance modérée en 2012, la persistance d'un chômage élevé et une inflation sous-jacente faible. Une reprise économique progressive devrait s'amorcer en 2013.

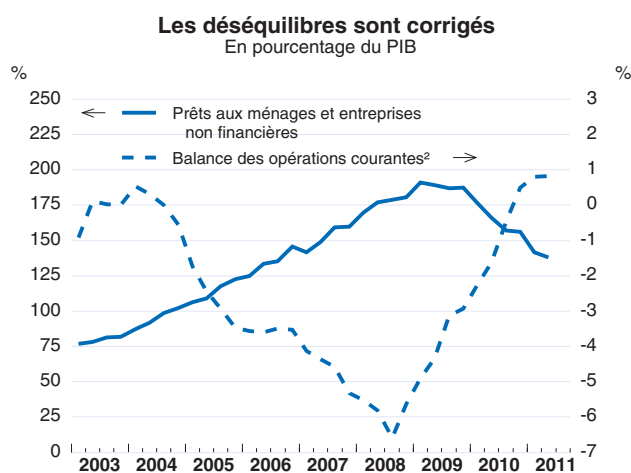
La reprise, initialement rapide, se ralentit

Une modération de la croissance est attendue en 2012, en raison de l'affaiblissement de la demande d'exportation et de la reprise de la baisse des dépenses intérieures à mesure que disparaissent les facteurs temporaires. La dégradation de la situation extérieure et le resserrement des conditions financières limiteront aussi la demande de consommation et l'investissement des entreprises. Dans ce contexte, le chômage restera élevé et l'inflation sous-jacente faible. La croissance tirée par les exportations favorisera une nouvelle augmentation de l'excédent de la balance des opérations courantes. L'effet de freinage moins marqué de la demande intérieure et l'amélioration de la situation du commerce mondial contribueront à un redressement de la croissance en 2013.

Le système bancaire a été recapitalisé

Le processus de convalescence du système bancaire est en cours. Il est encourageant de noter que des fonds propres privés ont été levés par une institution financière et que les banques ont commencé de céder des actifs étrangers, ce qui les aidera à rembourser leur importante dette auprès de l'Eurosystème. La stabilisation du système bancaire, la décision

Irlande



1. En volume, pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Moyenne mobile sur 4 trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90; Office central des statistiques et Banque centrale de l'Irlande.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932544001>

Irlande : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	180.0	-7.0	-0.4	1.2	1.0	2.4
Consommation privée	92.1	-7.3	-0.9	-2.5	-0.5	0.5
Consommation publique	33.5	-3.7	-3.1	-3.1	-2.1	-2.2
Formation brute de capital fixe	39.3	-28.7	-24.9	-6.3	-2.7	2.7
Demande intérieure finale	164.9	-11.7	-5.8	-3.2	-1.2	0.2
Variation des stocks ¹	-1.3	-0.9	1.0	1.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	163.6	-12.8	-4.7	-1.9	-1.4	0.2
Exportations de biens et services	150.3	-4.2	6.3	4.2	3.3	5.8
Importations de biens et services	133.9	-9.3	2.7	0.8	1.2	4.7
Exportations nettes ¹	16.4	3.4	3.7	3.6	2.4	2.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-4.1	-2.4	-0.7	0.9	1.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	-1.7	-1.6	1.1	0.8	0.9
Déflateur de la consommation privée	—	-4.2	-2.2	1.2	1.0	1.3
Taux de chômage	—	11.7	13.5	14.1	14.1	13.7
Solde de l'administration publique ^{2,3}	—	-14.2	-31.3	-10.3	-8.7	-7.6
Dette brute des administrations publiques ²	—	71.1	98.5	112.6	118.8	122.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	65.2	92.6	106.7	112.9	116.5
Balance des opérations courantes ²	—	-2.9	0.5	0.5	1.7	2.2

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545502>

de réduire les taux d'intérêt sur les financements publics de l'UE à l'Irlande et la mise en œuvre déterminée du programme d'assainissement budgétaire sont autant de facteurs qui ont contribué à améliorer la confiance des marchés des capitaux. Cependant, retrouver l'accès au marché des obligations souveraines reste problématique, surtout dans l'environnement international actuel.

L'assainissement budgétaire est en bonne voie

Les recettes et les dépenses budgétaires sont restées conformes, respectivement, aux objectifs et aux limites budgétaires fixés pour 2011 et le déficit de l'État devrait tomber à 10.3 % du PIB en 2011. Pour 2012 et 2013, on suppose que les autorités mettent pleinement en œuvre les mesures d'assainissement annoncées dans la déclaration budgétaire à moyen terme, qui vient d'être publiée. Les paiements d'intérêts devraient être réduits d'environ 0.5 % du PIB en 2012 et de 0.7 % du PIB en 2013, en raison de la baisse des taux sur les financements consentis par l'UE et on suppose que cette réduction sera utilisée pour diminuer le déficit budgétaire. Elle aidera l'État à faire baisser le déficit, qui reviendra à 8.7 %

du PIB en 2012, malgré une croissance seulement modérée du PIB nominal, et à 7.6 % du PIB en 2013.

La vulnérabilité face aux chocs extérieurs reste forte

L'Irlande s'est résolument attaquée à de difficiles défis et un large éventail d'atouts structurels y favorise une croissance induite par les exportations et pourrait contribuer à une reprise plus soutenue qu'escompté. Cependant, les risques entourant ces prévisions sont négatifs. Le rééquilibrage de l'économie est en cours, mais la réduction des bilans se poursuit et l'Irlande reste fortement tributaire de la demande extérieure et vulnérable face à des modifications de cette demande. La réduction de la dette pourrait freiner davantage la demande intérieure que cela n'est actuellement prévu, surtout si la croissance de l'emploi ne reprend pas comme prévu. En outre, les banques doivent trouver le juste équilibre entre, d'une part, la vente d'actifs et une réduction de voilure et, de l'autre, la nécessité de maintenir leur aptitude à consentir de nouveaux prêts pour soutenir la reprise dans un environnement financier international très difficile.

Orientations politiques à suivre en cas de risques négatifs

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance.

- Les autorités devraient continuer de se conformer aux objectifs budgétaires du programme UE-FMI, en adoptant le cas échéant des mesures supplémentaires pour compenser les effets d'un affaiblissement inattendue de l'activité économique. Il sera de plus en plus important de répartir équitablement entre tous les groupes sociaux la charge que représenteraient ces mesures supplémentaires.
- Les autorités ont récemment établi un Conseil consultatif budgétaire indépendant et devraient mettre en œuvre le plus tôt possible le cadre budgétaire prévu. Ce cadre devrait viser notamment l'établissement de budgets pluriannuels et la fixation d'un objectif pour le rapport de la dette au PIB à réaliser d'ici à une date donnée. Les dépenses nominales définies au sens large devraient être plafonnées pour faciliter la réalisation de l'objectif d'endettement.
- Les réformes structurelles devraient être accélérées afin de renforcer la croissance économique. Sur le marché des produits, la concurrence devrait être accrue, notamment dans les professions juridiques et les soins de santé. En outre, les coûts de l'électricité devraient être diminués en ouvrant plus largement à la concurrence un marché dont la plupart des segments restent dominés par la compagnie d'électricité d'État.
- Face au risque de plus en plus grand d'un enracinement du chômage de longue durée, l'Irlande devrait mettre en œuvre des politiques d'activation plus efficaces et réformer la protection sociale, afin d'améliorer la concordance entre l'offre et la demande de main-d'œuvre et de renforcer les incitations au travail.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.